

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

LES PLUIES ACIDES—L'ÉTUDE MENÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, le premier ministre étant absent, je vais poser ma question au vice-premier ministre. La pollution par le gaz sulfureux, aux États-Unis, fait du tort à notre santé, à notre économie, à nos lacs, à nos rivières, à nos forêts, à nos bâtiments et à notre agriculture. En avril dernier, le président Reagan a fait, ici-même, une déclaration qui a amené le premier ministre à conclure que le Canada avait réalisé des progrès considérables dans la lutte contre les pluies acides.

Compte tenu des faits, le vice-premier ministre reconnaît-il que le premier ministre a induit les Canadiens en erreur en déclarant qu'il était vraiment possible de conclure un accord avec les États-Unis? Reconnaît-il qu'en réalité aucun progrès n'a été réalisé au sujet des pluies acides avec les États-Unis comme en témoigne le rapport scientifique publié aujourd'hui par NAPAP?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, ces accusations sont sans aucun fondement, mais le plus inquiétant c'est que, face à un nouveau important défi au sujet des pluies acides, une question cruciale pour l'avenir du Canada, les porte-parole de l'opposition officielle se contentent de politiquer au lieu de joindre leurs efforts à ceux du gouvernement canadien pour résoudre le problème des pluies acides.

Mon collègue, le ministre de l'Environnement, qui n'a pas pu venir à la Chambre aujourd'hui parce qu'il devait, depuis longtemps, rencontrer le premier ministre libéral de l'île-du-Prince-Édouard, a émis un communiqué et une déclaration énergiques ce matin. Nous contestons sur des bases scientifiques les preuves scientifiques avancées par le NAPAP. Nous savons que ce document ne représente pas la position du président des États-Unis. Nous avons l'intention de défendre les intérêts du Canada. J'invite les autres députés à coopérer.

M. Caccia: Monsieur le Président, j'appuierais le gouvernement si sa politique au sujet des pluies acides avait eu la moindre crédibilité, mais jusqu'ici nous avons eu droit à des belles paroles et rien de plus.

LA POSITION CANADIENNE

L'hon. Chas L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, contrairement à ce que semble croire le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le rapport du NAPAP a été établi pour le compte du gouvernement des États-Unis, et non pas par la communauté scientifique. Il s'agit donc d'un rapport politique.

Je dois demander au secrétaire d'État pourquoi le premier ministre et lui sont demeurés muets la semaine dernière lorsque John Campbell, un administrateur adjoint de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis, a comparu

Questions orales

devant un comité du Congrès pour s'opposer au projet de loi sur les pluies acides proposé là-bas. Pourquoi cette attitude vu des promesses que le président Reagan a faites ici-même et l'enthousiasme que le premier ministre a tenté de communiquer au public canadien? A l'entendre, c'était une grande victoire.

• (1120)

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le porte-parole de l'opposition officielle, qui fait preuve d'une attitude très sectaire, est au moins d'accord avec moi sur une chose—le rapport du NAPAP est un rapport politique et non pas le rapport scientifique qu'il prétend être. Nous le contestons sur des bases scientifiques.

Je tiens à préciser d'où vient ce rapport. Il a été établi non pas pour le compte du gouvernement, mais pour celui du Congrès. Il n'a pas encore été approuvé par le gouvernement américain. Nous pensons qu'il ne le sera pas. Néanmoins, si nous voulons préserver les intérêts du Canada dans la lutte contre les pluies acides, nous devons continuer à nous battre énergiquement au lieu d'interrompre les négociations comme le député l'a fait lorsqu'il était ministre de l'Environnement.

M. Caccia: Les efforts désespérés que tente le parti progressiste conservateur pour réécrire l'histoire sont pour le moins risibles. Le ministre devrait savoir que le rapport du NAPAP a été rédigé par 12 organismes fédéraux, quatre laboratoires nationaux et quatre personnes nommées par le président. S'il n'énonce pas la position du gouvernement, il y a là quelque chose qui m'échappe.

LA CAMPAGNE DE PUBLICITÉ DU GOUVERNEMENT

L'hon. Chas L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, je dois parler au ministre de la décision subite de consacrer de l'argent à une campagne publicitaire aux États-Unis. Le gouvernement décide enfin au bout de quatre ans de lancer une campagne publicitaire sur les pluies acides; on peut considérer cette décision pratiquement comme du repentir de dernière heure. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait la première année? Par ailleurs, pourquoi ne pas augmenter le budget pour faire la campagne au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse également, puisque les deux gouvernements conservateurs de ces provinces n'ont pas encore signé l'entente?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'espère qu'en lisant le harsard les historiens examineront soigneusement cette question parce qu'elle accuse d'emblée le gouvernement de n'avoir rien fait d'autre qu'un travail de relations publiques sur les pluies acides depuis trois ans et demande enfin pourquoi nous n'avons pas monté d'abord une campagne de relations publiques au début de notre mandat. Le député trouvera la réponse dans sa propre absurdité. Je n'ai toutefois pas l'envie d'échanger des réflexions sectaires avec lui.